

## Incidences

## Pleins feux sur la politique extérieure



François Nordmann

Dans la plupart des démocraties, la place de la politique extérieure dans les campagnes électorales est réduite. La présente joute en Suisse ne fait pas exception.

D'une part, aucun aspect de notre diplomatie ne prête à la controverse, mise à part la question de nos relations avec l'Europe. L'intégration de la Suisse dans les débats de l'ONU a été réussie et n'est plus guère contestée. La ligne modérée, active et bien profilée qu'elle y suit est bien accueillie dans l'opinion publique. Les initiatives que prend la diplomatie suisse sont le plus souvent de nature technique, portant sur un point de droit international (par exemple l'aménagement du régime des sanctions), ou humanitaire (meilleure protection des civils en temps de conflit et mise en œuvre des postulats de la sécurité humaine).

De plus la Suisse participe aux grands débats sur la mondialisation, le développement durable, le changement climatique, la gouvernance économique, la coopération en matière de santé publique, la lutte contre la pauvreté et autres objectifs du millénaire. Elle peut faire valoir ses compétences et ses particularités. Elle joue son rôle traditionnel d'intermédiaire entre des vues divergentes, recherchant la synthèse et des solutions pragmatiques, comme elle l'a fait de tout temps dans le cadre de la diplomatie multilatérale commerciale. L'approche des droits de l'homme est aussi devenue moins romantique et plus concrète. Le parlement s'est montré disposé à augmenter les crédits pour la coopération au développement et les actions en faveur de la paix.

En revanche, pour les partis politiques, parler de l'Europe, c'est faire fonctionner la machine à perdre: ils ont donc écarté ce thème qui leur brûle les doigts. La crise économique, le risque de récession, la surévaluation du franc dominant la discussion, et c'est bien normal. Les propositions et les analyses à cet égard reflètent les clivages traditionnels, et sont traitées sur le mode habituel. S'ils révèlent aussi une certaine inquiétude, l'effet des avertissements lancés le 1er Août par les Cassandre du pouvoir s'est estompé. Or la situation économique internationale se dégrade.

La position de la Suisse dans le monde mériterait donc de figurer parmi les thèmes prioritaires abordés au cours des débats électoraux. Car on ne peut pas dire qu'elle se renforce. Une série de problèmes bilatéraux subsistent avec nos voisins et avec les Etats-Unis.

## La position de la Suisse dans le monde mériterait de figurer parmi les thèmes prioritaires abordés au cours des débats électoraux

Avec l'Italie, c'est la crise, sans que l'opinion en prenne vraiment conscience. Les pourparlers envisagés à haut niveau n'ont pas encore démarré. Avec l'Allemagne, le problème, essentiellement régional, du survol à partir et vers Kloten reste entier. Avec la France on se parle très peu, comme si on n'avait pas grand-chose à se dire. Nous avons beau multiplier les gestes de bonne volonté sur le plan diplomatique envers Washington, le gouvernement américain persiste à vouloir lutter contre les fraudeurs que les banques suisses ont aidés à contourner la loi américaine.

La fidélité de la parole donnée à leurs clients nous pousse au bras de fer. Les ser-

vices rendus par notre diplomatie préservent la possibilité d'une négociation, mais sur le fond la partie est inégale. Une année après le traité d'entraide administrative dans le cas UBS, on reproduit le même schéma tout en excluant le recours aux mêmes outils. Le Tribunal fédéral a admis que l'on puisse se réclamer du droit de nécessité en 2009, mais on n'entend pas l'invoquer cette fois-ci. Notre diplomatie est prisonnière des combats d'arrière-garde livrés autour des séquelles du secret bancaire.

L'absence de consensus sur la politique européenne contraint la Suisse à un jeu d'équilibrisme. L'an prochain il faudra bien examiner quelles concessions nous devons proposer au sujet de la reprise de l'acquis communautaire, en vue de débloquent les négociations en cours dans des secteurs économiques. Mais cette affaire ne sera pas discutée pendant la campagne électorale. Dans la hiérarchie des problèmes internationaux, la relation à l'Union européenne occupe cependant la première place.

Du moins l'incertitude actuelle ne donne-t-elle pas lieu à des réflexes de repli, et c'est heureux. Même si l'horizon est bouché et que la crise économique paraît à bien des égards menaçante, la diplomatie n'entend pas baisser les bras dans son action multilatérale et dans les relations bilatérales qu'elle entretient avec ses partenaires. La campagne électorale n'aura donc pas d'effet paralysant.

L'affirmation de la présence de la Suisse au monde est plus nécessaire que jamais dans une période où s'accroissent les nuages annonceurs de tempêtes. L'absence de débat public peut signifier qu'il n'y a pas d'opposition marquée à la politique actuelle, sauf en ce qui concerne l'Europe. Une occasion de débat a été perdue, mais les thèmes de politique extérieure seront abondamment traités au cours de la législature...

## En Afrique du Sud, une bombe révolutionnaire à retardement



Christine von Garnier

Les révolutions arabes inquiètent certains Sud-Africains: «Et si cela arrivait chez nous? s'interroge l'un d'eux. Il n'y a pas de dictature, mais elle est remplacée par le parti au pouvoir, l'ANC, depuis 1994.»

Moeletsi Mbeki (à ne pas confondre avec son frère, l'ancien président Thabo Mbeki), auteur, commentateur politique et brillant entrepreneur, émet des critiques au vitriol contre le gouvernement qui ressemble fort aux mises en garde des Blancs avant la passation de pouvoir il y a 17 ans. Il donne au maximum 20 ans avant l'explosion révolutionnaire. L'ANC, dit-il, est un Etat paternaliste qui puise dans ses réserves et distribue l'argent aux pauvres pour acheter leurs votes, mais sans les former professionnellement. Il oublie aussi que les impôts sont payés essentiellement par une minorité (blanche), qui, si elle n'est pas contente, «n'a qu'à s'en aller». Alors un gros problème arrivera, selon Moeletsi Mbeki, car ce gouvernement aura créé une culture d'assistés qui veulent tout ou presque gratuitement: électricité, eau, maison, voiture, postes élevés... Il voit ce moment arriver quand la Chine aura achevé son industrialisation intensive grâce aux ressources minières que lui fournit, entre autres, l'Afrique du Sud. Le

gouvernement s'imagine que si l'Ouest ne nous aide plus, il pourra demander aux Chinois. Mais eux, rétorque l'auteur, ne donnent pas gratuitement, ils exigent de la terre et nous serons envahis par eux!

Les nombreuses critiques de Mbeki sont sans pitié: l'espérance de vie est passée de 65 à 53 ans; depuis 2007, l'Afrique du Sud, ancien grenier de céréales et autres produits, est devenue importatrice, du jamais vu dans l'histoire du pays; le chant «kill the Boer», tuez le paysan blanc, ne semble pas émouvoir le gouvernement qui ne se

## Moeletsi Mbeki est sévère à l'encontre de l'ANC, mais il en dit long sur le népotisme et la corruption qui règnent

rend pas compte d'où vient la nourriture; il a éliminé les subsides agricoles, ce qui a conduit à la perte de 600 000 travailleurs agricoles et à l'éviction de 2,4 millions de personnes entre 1997 et 2007 dans le secteur des fermes commerciales, même si aujourd'hui, le gouvernement cherche à recréer de nouveaux postes de travail. Et les critiques continuent: il y a le manque de contrôle aux frontières depuis des années pour laisser passer les «frères africains» en danger qui, même illégaux, sont en concurrence avec les pauvres du pays pour du travail et ont largement contribué à l'aug-

mentation des crimes. Mais le plus grave, commente Moeletsi Mbeki, entrepreneur reconnu, c'est le système du BEE (Black Economic Empowerment) – le pouvoir économique aux Noirs –, qui a été pratiqué dès le début d'abord par les grandes entreprises: Sanlam, Escom, Anglo-American et d'autres. Il s'agit de mettre des politiciens noirs, pas forcément compétents, dans des conseils d'administration ou à d'autres places stratégiques, non pas dans le but de transformer l'économie pour qu'elle profite aussi aux pauvres, mais dans celui de faire alliance avec la classe politique noire pour maintenir le statu quo de l'économie. Une sorte de zone tampon entre les riches Noirs qui deviennent rapidement millionnaires ou milliardaires et les pauvres qui restent une main-d'œuvre bon marché.

Ce modèle économique est pratiqué maintenant par le pouvoir en place. Les formations d'apprentissage pour les jeunes sont peu nombreuses et les études supérieures en ingénierie, par exemple, souvent insuffisantes, comme l'a révélé le problème des centrales électriques avec Escom à Tshwane (Pretoria). L'ANC distribue les places de travail et l'aide sociale aux fidèles du parti, «ce qui est la bonne recette pour l'incompétence, la corruption et le népotisme», ajoute l'entrepreneur Mbeki, qui remarque aussi que déjà avant la passation de pouvoir, l'ANC avait promis maison, voiture, eau, électricité à ceux qui voteraient pour elle, mais elle avait oublié de dire qu'il faut aussi payer pour cela!

Selon lui, plusieurs solutions s'imposent: stimuler l'esprit d'entreprise partout, donner une for-

mation sérieuse à beaucoup de jeunes par des places d'apprentissage et des études supérieures à l'université. Que les gens travaillent pour recevoir une aide sociale, afin d'apprendre la valeur de l'argent et qu'ils soient aidés par ceux qui ont de l'expérience.

Certes, Moeletsi Mbeki est sévère, il oublie par exemple que le sida a largement contribué à la baisse de l'espérance de vie et que le gouvernement a construit plus d'un million de maisons bon marché avec eau et électricité. Il y a aussi de nombreuses ONG qui aident les plus démunis. D'autre part, l'Afrique du Sud a accédé à une reconnaissance internationale appréciable. Mais il n'en reste pas moins que le modèle économique et politique en place ne favorise pas la majorité des 49 millions d'habitants, que la démographie est galopante et que, toutes choses égales par ailleurs, il y a des ressemblances structurelles avec les pays qui ont vu éclater la révolution. On observe aussi les mêmes tendances en Namibie. Les grandes entreprises et les multinationales, avides des richesses de l'Afrique australe, ne lui font pas que du bien. Elles font oublier aux dirigeants leur long et dur combat contre l'apartheid et pour les droits de l'homme. Au pays de Mandela, on est en droit d'espérer que des personnalités hors du commun surgiront une fois de plus pour rester fidèles à leurs engagements et éviter le chaos.

Antenne suisse du Réseau Foi et Justice Afrique Europe.

## Vous et nous

## Vous écrivez



## L'enfer, c'est les autres?

Jean-Jacques Meyer,  
Lausanne

Peut-on faire coexister durablement une devise forte, une balance commerciale excédentaire et le plein emploi? Il y a cinquante ans, les économistes allemands parlaient de triangle magique et répondaient déjà non. La devise forte renchérit les exportations, rend les importations avantageuses et fait basculer la balance commerciale. Les entreprises indigènes ne supportent plus la concurrence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elles licencient ou délocalisent et mettent ainsi fin au plein emploi. Telles seront toujours les réalités de l'économie. Elles ne sont la conséquence ni de l'endettement de nos voisins, ni de la politique monétaire américaine. Il y a peu nos politiciens se gargarisaient de la bonne santé de notre économie. En d'autres termes, nous avions vaincu la malédiction du triangle et réussi là où les autres avaient échoué.

La Banque nationale est intervenue timidement [...] parce que l'industrie, persuadée que tout allait pour le mieux, s'y opposait. Les remèdes pour sortir de la crise existent mais ils sont structurels et donc à relativement long terme. Dans l'immédiat, la marge de manœuvre de la banque centrale, voire du gouvernement est mince. Nous n'éviterons donc pas une récession, fruit de la correction du déséquilibre par le marché lui-même. Mettre la faute sur les autres ne sert à rien!

## Ecole: la parole aux enfants

Sophie Barathieu  
pour proPhilo,  
Genève

Des enfants vaudois de 10 à 13 ans se sont penchés sur la question posée par une enfant de 10 ans: «Pourquoi notre système scolaire divise les forts des faibles?» Loin des guerres politiques menées par les adultes, les sujets discutés par ces enfants concernent le stress des notes, les conséquences des divisions entre forts et faibles sur leur motivation et les relations entre pairs, la préparation au métier de leur choix, etc.

Entre janvier et juin 2011, ils sont arrivés à formuler des propositions argumentées pour:

- 1) supprimer les orientations et les remplacer par un «système de choix»;
- 2) instaurer différentes mesures pour gérer les conflits et améliorer les relations entre élèves et entre professeurs et élèves.

Leurs propositions sont le résultat de discussions menées lors d'ateliers de philosophie pour enfants combinés à un projet d'action citoyenne – le tout organisé par la bibliothèque médiathèque municipale de Vevey et l'association proPhilo en réponse à la demande d'enfants soucieux de leur avenir. Leur motivation, la qualité des réflexions engagées et la pertinence de leurs propositions méritent qu'on leur donne les moyens d'être entendus, même après un scrutin semblant sceller leur destin.

La démarche engagée va dans le sens des recommandations du Plan d'études romand. Les ateliers ont été filmés. L'association proPhilo ([www.prophilo.ch](http://www.prophilo.ch)) cherche des fonds pour réaliser un documentaire présentant le processus mis en œuvre ainsi que les résultats surprenants que ce projet a permis d'atteindre. Pouvez-vous nous aider?

## UBS, le coût du sauvetage

Ronald Angelil,  
Ecublens

Dans sa chronique du 26 août intitulée «Crise de l'endettement», Marie-Hélène Miauton écrit que «la Suisse s'était tirée presque sans mal de la crise initiée en 2008 par l'éclatement de la bulle immobilière américaine». Elle semble oublier qu'UBS a été sauvée à raison de 55 milliards que notre banque nationale a payés pour reprendre des actifs pourris basés justement sur l'immobilier américain. Ceci sans compter le préjudice subi par les actionnaires (l'action UBS est toujours à un niveau très bas) et les caisses de pension qui détenaient ces actions. Elle ne parle pas non plus de tous ces employés de banque qui ont perdu leur travail à cause de cette même crise. [...]

## Nous rectifions

«Le Temps» du  
3-4 septembre  
2011

Dans notre article «Superphénix, démantèlement d'un spectre», il fallait lire pour CIDEN: Centre d'ingénierie déconstruction et environnement et non Centre d'ingénierie de la destruction et de l'environnement.

Vos lettres, de 1500 à 2000 signes au maximum, sont les bienvenues par courriel ([lecteurs@letemps.ch](mailto:lecteurs@letemps.ch)), par fax (022 888 59 67) ou par poste (Le Temps, courrier des lecteurs, case postale 2570, 1211 Genève 2). Nous nous réservons le droit de les sélectionner ou de les réduire. Vous pouvez aussi exprimer votre point de vue au café électronique du Temps, à l'adresse internet: [letemps.ch/contact](http://letemps.ch/contact)